



PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Châteauroux, le 10 avril 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

PARC EOLIEN

Communes de Meunet sur Vatan et
Reboursin

Objet : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter le projet de parc éolien, sur le territoire des communes de MEUNET SUR VATAN et REBOURSIN (36).

PJ : - Plan de masse
- Projet d'arrêté préfectoral

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre déposée en préfecture de l'Indre en octobre 2012, Monsieur Xavier BARBARO, agissant en qualité de représentant de la Société par Actions Simplifiées « Centrale Eolienne des Champs d'Amour », sollicite l'autorisation d'exploiter un parc éolien, implanté sur le territoire des communes de Meunet sur Vatan et Reboursin.

A cet effet, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, composé d'une étude d'impact, des études faune-flore, paysagère et acoustique, des plans, d'une étude de dangers et d'une notice hygiène et sécurité, a été déposé.

Suite au courrier du 20 décembre 2012 de l'inspection des installations classées, notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier, une nouvelle version consolidée du dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été déposée à la préfecture de l'Indre le 12 mars 2013. Enfin par transmission du 3 juin 2013, le pétitionnaire a produit un erratum, amendant 4 points du dossier consolidé. La demande ainsi complétée a été reconnue formellement recevable par le service d'inspection le 19 juin 2013.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30
Tél. : 02.54.27.52.80 - Fax : 02.54.35.06.31
Ché Administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUX
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Rubrique	Alinéa	AS,A,E, D,NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Hauteur de mât
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	6 aérogénérateurs	Hauteur du mât d'au moins un des aérogénérateurs	≥ 50 m	> 50 m

A autorisation

1.2. Le demandeur

La société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S., dont le siège social est situé 4 rue Euler à Paris (75008), est une filiale à 100 % de la société NEOEN Services, elle-même filiale à 100 % de NEOEN S.A.S.

Le groupe NEOEN est détenu par la société de gestion Crédit Agricole Private Equity (43,8 % du capital) et par la société IMPALA SAS (56,2 % du capital), dont l'actionnaire unique est Monsieur Jacques Veyrat.

Le groupe NEOEN est spécialisé dans le développement, la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Le groupe s'est diversifié dans les domaines du photovoltaïque, de l'éolien, terrestre et marin, et dans celui de la production d'énergie à partir de biomasse.

A la fin de l'année 2013, le groupe gérait en France un actif de parcs éoliens représentant une puissance installée de 36 MW. Par ailleurs, plusieurs projets éoliens sont actuellement à l'étude, pour un objectif de puissance totale de 350 MW.

Le groupe compte 55 ingénieurs, chefs de projets et experts répartis au sein des différentes filières énergétiques. NEOEN est par ailleurs implanté en Australie, au Portugal et au Mexique.

Le demandeur a déposé une demande de permis de construire pour chaque aérogénérateur du parc.

La société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S. n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs doivent être implantés, mais le pétitionnaire a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées, notamment sur les conditions de leur remise en état après exploitation.

1.3. Description de l'établissement

Installation

L'installation se compose de :

- 6 aérogénérateurs, identifiés E1 à E6.
- 2 postes de livraison.

Le pétitionnaire n'a pas arrêté de modèle d'aérogénérateurs dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'engagement porte sur un gabarit maximal des aérogénérateurs en bout de pâles de 150 m de hauteur et sur une puissance unitaire maximale de 3,2 MW. Les impacts paysagers étant évalués sur la base d'un diamètre de rotor de 114 m, cette donnée entre également dans les limites dimensionnant le projet.

Le parc éolien, d'une puissance totale maximale de 19,2 MW, permettra la production annuelle estimée de 42 000 MWh.

Sous réserve de l'accord d'ERDF et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée au poste source de Reboursin, situé à 600 m du parc éolien. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

Implantation

Le présent projet de parc est situé sur le territoire des communes de Meunet sur Vatan et Reboursin, dans l'Indre. Les machines sont implantées selon la répartition suivante :

- Sur la commune de Reboursin, l'aérogénérateur n° E1 et les 2 postes de livraison ;
- Sur la commune de Meunet sur Vatan, les aérogénérateurs n° E2 à E6.

La zone d'implantation est située dans la Champagne Berrichonne caractérisée par un environnement rural à dominante agricole, dans un panorama de plateau. Le paysage, constitué de champs ouverts dominés par des grandes cultures, est ponctué de quelques massifs boisés et de bosquets, principalement au Nord et à l'Est de l'aire d'implantation du parc éolien.

Les communes sont identifiées comme favorables au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie du Centre, validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012. Le projet est situé dans la zone n° 15 dite « Champagne Berrichonne et Boischaut Méridional ».

Le parc est positionné au Nord Est du village de Vatan. Les machines sont implantées selon un axe Nord Ouest / Sud Est, médian par rapport à l'autoroute A20.

Le périmètre rapproché du parc est exempt de zone environnementale protégée. La zone sensible la plus proche est la ZNIEFF de type I n° 240030107 dite « Pelouses de Neroux » située à environ 10 km au Sud-Est du parc.

1.4. Principe de fonctionnement

La production d'électricité éolienne repose sur la transformation d'une énergie mécanique (le vent actionnant le mouvement des pales) en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6 et 17 tours par minute. Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension d'environ 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

1.5. Cadre administratif de l'instruction

En application du décret n° 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées, les éoliennes terrestres sont inscrites au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

La construction et le fonctionnement d'un parc éolien sont encadrés par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et les nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les principaux impacts susceptibles d'être générés par les éoliennes terrestres portent sur :

- Le paysage et le patrimoine culturel,
- Le bruit,
- La navigation aérienne et les équipements radar,
- L'avifaune et les chiroptères,
- Et dans une moindre mesure les sols et les eaux souterraines, principalement dans le cadre des phases transitoires de construction/déconstruction des installations et des opérations de maintenance.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement. Le financement de cette cessation d'activité et de la remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

La société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S. s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés sus-visés.

1.6. Contraintes d'implantation

Les aérogénérateurs sont implantés sur les parcelles n° ZK 70, ZM 1, ZM 05, ZL 17 et ZL 66. Les documents d'urbanisme des communes de Reboursin et de Meunet sur Vatan ne s'opposent pas à la construction d'éoliennes (projet éolien situé en zone N - naturelle de la carte communale de la commune de Reboursin et en zone agricole du P.L.U. de la commune de Meunet sur Vatan, autorisant tous deux l'implantation d'équipements collectifs).

Le demandeur a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées. Ces autorisations concernent l'utilisation et les conditions de remise en état des parcelles au terme de l'exploitation de l'installation. Par ailleurs, le pétitionnaire dispose de l'autorisation des maires des communes de Reboursin et de Meunet sur Vatan pour l'usage des parcelles communales permettant l'accès au site.

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté sus-visé, la présente installation est implantée de telle sorte que les aérogénérateurs du parc soient situés :

- A plus de 500 m des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010. La construction à usage d'habitation la plus proche de l'installation est située à 510 m de l'aérogénérateur n°E6. Il s'agit d'habitation située le long de la route départementale D2a, à l'Ouest du hameau de Terluet.
- A plus de 300 mètres d'une installation nucléaire de base visée par l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire ou d'une installation classée pour l'environnement soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 en raison de la présence de produits toxiques, explosifs, comburants et inflammables. L'établissement ICPE le plus proche de l'installation est situé environ 550 m de l'aérogénérateur n°E5 (station-services de l'aire des Champs d'Amour).
- A plus de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 4 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisées dans le cadre des missions de sécurité, de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens. A ce titre, le présent projet a reçu les avis favorables de la Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest, de Météo France, de la Direction Générale de l'Aviation Civile et de la Zone aérienne de défense Nord du Ministère de la Défense.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 27 août 2013 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier mis à l'enquête publique.

L'avis de l'autorité environnementale souligne en particulier les aspects suivants :

- « Le choix du scénario d'aménagement retenu est expliqué de manière correcte. Il inclut les variantes d'implantation envisagées ainsi que, sur la base d'une analyse multicritères, les motifs d'ordre environnemental pour lesquels elles ont été abandonnées » ;
- « La description de la flore, de la faune et des milieux dans l'aire d'étude est de bonne qualité, de même que celle des zonages d'inventaire et de protection » ;
- « Des mesures d'accompagnement appropriées sont prévues pour réduire les atteintes à la biodiversité pendant les travaux et la phase de fonctionnement du parc éolien » ;
- « L'analyse de l'état initial du paysage est globalement de bonne qualité » ;
- « Il aurait été souhaitable que les photomontages présentant les impacts visuels du projet sur le paysage et les riverains soient réalisés en période hivernale, afin de rendre compte de leur visibilité lorsque les feuilles sont tombées » ;
- « L'étude d'impact évalue de manière satisfaisante l'ambiance sonore actuelle » ;
- « En cas de décision favorable, le pétitionnaire aurait intérêt à mettre en œuvre un contrôle sonométrique afin de vérifier les résultats modélisés, et à prévoir, dans le cas où ceux-ci ne seraient pas confirmés, des mesures d'optimisation du fonctionnement du parc éolien (bridage et arrêts adaptés des éoliennes par exemple) pour respecter les exigences réglementaires » ;

- « L'insertion du projet de centrale éolienne « des Champs d'Amour » dans son environnement est appréciée de manière adaptée dans l'étude d'impact. Les impacts du projet font l'objet de mesures correctrices appropriées, dont les modalités de suivi et d'estimation des coûts sont récapitulées » ;
- « Les principaux scénarii d'accidents retenus sont clairement caractérisés. Les mesures prises pour limiter ces risques et réduire leurs conséquences sont adaptées. L'efficience des dispositifs de sécurité est étudiée ».

2.2. Déroulé de l'enquête publique

L'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral n° 2013282-0003 du 9 octobre 2013 s'est déroulée du 4 novembre 2013 au 16 décembre 2013 inclus. L'enquête publique a concerné les communes suivantes :

- Dans l'Indre : Reboursin, Meunet sur Vatan, Orville, Saint Florentin, Guilly, Vatan, Luçay le Libre, Giroux, La Chapelle Saint Laurant, Fontenay, Paudy et Menestreols sous Vatan ;
- Dans le Cher : Graçay, Nohant en Graçay et Saint Outille.

Ce périmètre d'enquête publique comptabilise 6 359 habitants (suivant données INSEE).

Lors de l'enquête publique 32 personnes se sont déplacées en mairie dont 27 pour consigner des observations dans les registres tenus à la disposition du public. Par ailleurs, 8 personnes ont transmis des observations par courrier.

Au total, 42 avis ont été recueillis par le commissaire enquêteur, certaines personnes ayant apporté plusieurs contributions par courrier et/ou dans les registres d'enquête publique (jusqu'à 7 contributions pour une seule et même personne). Parmi les contributions apportées 4 émanaient de personnes résidant en dehors du périmètre de l'enquête publique (2 personnes de la commune de Saint Pierre de Jards, 1 personne de Tours et 1 personne de la commune de Chouday). Par ailleurs, une contribution était anonyme.

Sur la qualité des avis remis, 9 présentaient un jugement favorable, 32 exprimaient une opinion défavorable.

Il ressort de l'analyse des opinions exprimées que les thèmes qui cristallisent les avis défavorables sont :

- o la faible potentiel éolien de l'aire d'implantation et la non rentabilité économique du projet eu égard à cette ressource,
- o la proximité avec les habitations,
- o l'impact sur le patrimoine,
- o le surcoût induit par l'éolien sur les tarifs réglementés de l'électricité,
- o les nuisances sur la santé,
- o les impacts sur l'environnement (avifaune, climat),
- o les impacts économiques (dévaluation du patrimoine immobilier et influence sur le tourisme),
- o le manque d'information/concertation du public,
- o l'incompatibilité avec les documents d'urbanisme,
- o la qualité de l'étude d'impact,
- o les impacts sur l'activité agricole,
- o l'absence de garantie sur les conditions de démantèlement,
- o les dangers de l'installation pour l'autoroute A20,
- o les nuisances nocturnes induites par le balisage,
- o le choix des parcelles retenues pour l'implantation de l'installation.

A contrario les avis favorables exprimés portent sur :

- o les atouts énergétiques (énergie propre),
- o la garantie sur les conditions de démantèlement,
- o un palliatif au nucléaire,
- o la compatibilité avec le paysage,
- o la compatibilité avec l'activité agricole.

Le commissaire enquêteur souligne que de nombreuses contributions émanaient des dirigeants de l'association « Meunet Patrimoine Protégé » et de leurs proches.

2.3. Réponses apportées par le demandeur

Suite aux observations et interrogations exprimées lors de l'enquête publique, le pétitionnaire a remis un mémoire de réponse daté du 30 décembre 2013.

Les éléments en réponse fournis peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Observations du public	Réponses du pétitionnaire
Le faible potentiel éolien de l'aire d'implantation et la non rentabilité économique du projet eu égard à cette ressource	Le pétitionnaire rappelle que le potentiel en vent sur le présent projet est déduit des outils de simulation et des données acquises sur le terrain, via des mâts de mesure implantés dans le cadre du développement d'autres parcs éoliens dans l'Indre, dont celui sur le territoire de la commune de Saint Pierre de Jards, situé à environ 11 km de parc éolien des Champs d'Amour. Dans le mémoire de réponse, il explicite la méthodologie appliquée. Il rappelle par ailleurs que l'objectif premier de sa société est de développer un projet dont la production d'électricité soit satisfaisante. Enfin le pétitionnaire justifie les chiffres contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, en détaillant les modes de calcul du facteur de charge et du nombre de foyers bénéficiaires de l'énergie produite par le présent parc.
La proximité avec les habitations	Le pétitionnaire souligne que le projet respecte les distances réglementaire d'éloignement vis à vis des habitations et rappelle ces distances par rapport aux enjeux les plus proches. Pour ce qui est des nuisances acoustiques, le pétitionnaire rappelle que l'étude bruit destinée à modéliser l'impact du parc éolien a été confiée à un bureau spécialisé. Il revient sur la méthodologie appliquée. Le pétitionnaire s'engage à réaliser des mesures de niveau de bruit à réception du parc et, si les résultats l'imposent, à revoir les plages de fonctionnement de l'installation pour rendre le parc compatible avec les seuils réglementaires.
L'impact sur le patrimoine	Le pétitionnaire renvoie vers les conclusions de l'étude paysage et patrimoine, réalisée par un cabinet extérieur, qui pointe l'absence de visibilité depuis les monuments historiques et un cas de covisibilité (avec la tour de Paudy), qualifié de peu marquée puisque limitée aux pales de 2 aérogénérateurs.
Le surcoût induit par l'éolien sur les tarifs réglementés de l'électricité	Le pétitionnaire rappelle que le mécanisme de Contribution au Service Public de l'Electricité est encadré par la loi. Ce mécanisme n'est pas uniquement destiné au soutien de la filière éolienne, qui représente une faible part des bénéficiaires (autour de 10% de la charge). Il est rappelé qu'au delà de la co-génération et des énergies renouvelables, le mécanisme participe notamment au financement des surcoûts de production dans les zones non interconnectées et des tarifs aménagés pour les personnes en situation de précarité.
Les nuisances sur la santé	Le pétitionnaire renvoie vers les études de l'AFSSET et de l'Académie Nationale de Médecine qui concluent à l'absence de risque sanitaire pour l'homme induit par les éoliennes, en matière de son et d'infraction dès lors que les seuils réglementaires d'émission sont respectés. Par ailleurs, le pétitionnaire indique qu'aucune étude scientifique n'est venue étayer l'existence d'autres risques sanitaires liés aux éoliennes.
Les impacts sur l'environnement (avifaune et chiroptères, climat)	Sur la question de l'avifaune, le pétitionnaire s'engage à confier à un cabinet spécialisé un suivi de la mortalité pendant les 5 premières années de fonctionnement du parc puis tous les 10 ans. Il s'engage par ailleurs à mettre en application les mesures préconisées sur la base du suivi. Sur la question du climat, le pétitionnaire rappelle le positionnement de l'éolien dans le schéma national de production d'électricité, comme une alternative aux centrales thermiques génératrices de gaz à effet de serre.
Les impacts économiques (dévaluation du patrimoine immobilier et influence	Le pétitionnaire relate des études menées sur différents territoires, qui concluent à l'absence de dévaluation avérée des

sur le tourisme)	biens immobiliers, imputable à l'implantation de parcs éoliens. Concernant l'impact sur le tourisme, le pétitionnaire renvoie vers plusieurs études dont l'analyse des conclusions ferait apparaître l'absence de facteur incitatif ou répulsif imputable aux éoliennes.
Le manque d'information/concertation du public	La société indique que la conception du projet éolien s'est faite en concertation avec les élus (réunions avec les conseils municipaux dès novembre 2010 et avec la Communauté de Communes du Canton de Vatan dans le cadre de la création de la Zone de Développement Eolien). Par ailleurs, le pétitionnaire rappelle qu'au delà de l'enquête publique, une réunion publique a été organisée par NEOEN et les maires de Meunet sur Vatan et de Reboursin, le 28 août 2012.
L'incompatibilité avec les documents d'urbanisme	Le pétitionnaire confirme la compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Reboursin et de Meunet sur Vatan.
La qualité de l'étude d'impact	Le pétitionnaire explicite la méthodologie utilisée pour la réalisation des photomontages et justifie sa conformité avec le guide de l'étude d'impact des parcs éoliens produit par le ministère en charge de l'environnement. Sur la qualité de la prise en compte des effets cumulés, le pétitionnaire renvoie vers l'avis de l'autorité environnementale qui conclut au caractère proportionné de l'analyse faite.
Les impacts sur l'activité agricole	Le pétitionnaire souligne que la part de terres agricoles utilisées par le présent projet est de 3,15 ha, à mettre en perspective des 1 680 ha de surface agricole utilisée que totalisent les communes de Meunet sur Vatan et Reboursin.
L'absence de garantie sur les conditions de démantèlement	Le pétitionnaire rappelle les obligations réglementaires qui lui incombent en matière de démantèlement et les modalités de leur financement. Il explicite comment ces dispositions sont déclinées sur le présent projet et l'implication de la maison mère NEOEN.
Les nuisances nocturnes induites par le balisage	Le pétitionnaire rappelle que le balisage résulte d'une obligation réglementaire. Il s'engage à synchroniser le balisage entre les éoliennes du parc afin d'en diminuer l'impact et de mettre à jour le dispositif de balisage avec un dispositif moins prégnant, une fois celui-ci validé par la DGAC et l'Armée de l'Air.

Pour les avis remettant en cause le choix des parcelles retenues pour l'implantation des aérogénérateurs et l'absence de prise en compte du risque vis-à-vis de l'autoroute, le pétitionnaire a estimé que cela n'appelait pas de réponse eu égard aux éléments de justification contenus respectivement dans l'étude d'impact et l'étude de dangers.

2.4. Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport de conclusions et d'avis transmis le 16 janvier 2014, le commissaire enquêteur souligne notamment que :

- Sur le plan du déroulé de l'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect des dispositions légales et réglementaires, notamment celles édictées par l'arrêté préfectoral n°2013282-0003 du 9 octobre 2013.

Cette enquête a peu mobilisé au regard du nombre de personnes incluses dans le périmètre concerné par la consultation (0,4 % de la population incluse dans le périmètre d'affichage s'est mobilisé et 4,7 % de la population des deux communes d'implantation).

- Sur le plan de l'implantation du projet

Le commissaire enquêteur retient que le pétitionnaire justifie d'un travail de recherche destiné à réduire la prégnance du parc éolien dans son environnement, basé sur l'analyse de 3 variantes d'implantation. Il est fait la démonstration que la configuration retenue est la moins pénalisante. Par ailleurs, le commissaire enquêteur souligne que les distances réglementaires d'éloignement des zones à usage d'habitation sont respectées.

- Sur le plan des impacts et nuisances

Le commissaire enquêteur constate que toutes les nuisances énoncées par les opposants au projet ont été identifiées dans l'étude d'impact et que la plupart font l'objet d'un encadrement par les textes législatifs. Il rappelle que le pétitionnaire s'est engagé à respecter ces textes.

Le commissaire enquêteur retient et commente les mesures suivantes :

- pour les nuisances acoustique, le pétitionnaire s'est engagé à mettre en place une procédure de réception du parc éolien pour vérifier le respect des seuils de niveaux de bruit réglementaires. Le commissaire enquêteur retient cette mesure et préconise, dans un souci d'équité au regard de sa position par rapport au parc éolien, que soit rajouté un point de mesure de l'émergence au niveau du hameau de la Guérinière (habitation située sur la parcelle ZL85) ;
- pour les nuisances sur l'avifaune et les chiroptères, le pétitionnaire s'est engagé à prendre des mesures en cas de mortalité élevée avérée imputable à l'installation. Le commissaire enquêteur juge que cette disposition relève d'une approche curative. Bien que le commissaire enquêteur reconnaisse qu'il ne soit pas certain que le risque de mortalité élevé soit avéré, il préconise une approche préventive basée sur la mise en place d'un bridage aux périodes critiques dès la mise en service du parc, et son adaptation par palier en fonction des résultats du suivi annuel de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères ;
- pour l'impact paysager et patrimonial, le commissaire enquêteur souligne le caractère subjectif des éléments de critique exprimés dans le cadre de l'enquête publique. Sur la base de son analyse du dossier, il conclut à un impact très limité sur le patrimoine local. Concernant l'impact paysager, le commissaire enquêteur regrette que l'étude de saturation visuelle se soit limitée au périmètre 10 km et n'ait pas inclus le périmètre éloigné de rayon 16 km ;
- pour les nuisances lumineuses, le commissaire enquêteur rappelle les enjeux qui imposent le respect des dispositions de balisage de cette installation. Il préconise toutefois que le pétitionnaire s'engage à rendre le balisage moins gênant en fonction de l'évolution de la législation.

En conclusion, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sous réserve du respect des engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, en terme de mesures d'accompagnement et de mesures compensatoires.

Cette avis est assorti de 4 recommandations :

- Mettre en place une approche préventive et non curative pour la protection de l'avifaune et des chiroptères ;
- Etendre l'analyse paysagère de saturation visuelle à l'aire d'étude éloignée ;
- S'engager à réduire la pollution lumineuse de l'installation en modifiant le dispositif de balisage à la faveur des évolutions réglementaires ;
- Intégrer un point de mesure d'émergence sonore supplémentaire dans le cadre de la campagne de mesure du niveau de bruit réalisée à la réception du parc éolien.

2.5. Avis des conseils municipaux

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique de 6 km ont été consultées. Sur les 15 conseils municipaux ayant délibérés sur le projet :

- avis favorable :
 - Meunet sur Vatan (8 voix pour, 1 abstention),
 - Reboursin (5 voix pour, 1 voix contre),
 - Fontenay (à l'unanimité),
 - Saint Florentin (à l'unanimité),
 - Luçay le Libre (à l'unanimité),
 - Orville (9 voix pour, 1 abstention),
- Pas d'avis :

Le conseil municipal de la commune de Nohant en Graçay a décidé, par délibération, de ne pas soumettre au vote le présent projet de parc éolien.

Les conseils municipaux des communes de Gully, Vatan, Giroux, La Chapelle Saint Liauran, Paudy, Menestreols sous Vatan, Graçay et Saint Outille n'ont transmis aucun compte rendu de délibération sur le présent projet à la préfecture de l'Indre, dans les délais prévus par l'article R. 512-20 du code de l'environnement.

Une nette majorité des conseils municipaux qui se sont exprimés, se sont positionnés en faveur du présent projet de parc éolien.

2.6. Avis des services de l'Etat

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des services de l'Etat autres que ceux détaillés ci-dessous.

Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Indre

Par lettres du 25 octobre 2013 et du 31 octobre 2013, le SDIS de l'Indre informe que le présent projet appelle les observations suivantes :

- Sur les conditions d'accès des secours, le SDIS demande à être destinataire d'un jeu des plans d'accès à chaque aérogénérateur et aux postes de livraison, utilisables par les engins de secours, et des espaces libres au sens de l'article CO2 du règlement de sécurité (arrêté du 25 juin 1980) ;
- Sur la protection des tiers, le SDIS demande que les installations soient équipées d'un dispositif de détection de glace et d'une procédure ad hoc ;
- Sur la défense interne contre l'incendie, le SDIS demande la mise en place de 3 extincteurs adaptés aux risques, positionnés respectivement au pieds du mât, au niveau de la première plate-forme et dans la nacelle. La même demande est formulée pour les postes de livraison ;
- Sur les servitudes liées aux infrastructures sapeurs-pompiers, le SDIS demande au pétitionnaire de vérifier auprès du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (S.I.D.S.I.C) la compatibilité de son installation avec les éventuelles servitudes liées aux réseaux de transmission de son service.

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Par lettre du 8 octobre 2013, l'INAO indique que l'activité projetée n'a aucune incidence sur les AOP « Valençay » et « Selles sur Cher » et sur l'aire des IGP « Val de Loire », « Volailles du Berry », « Veau du Limousin » et « Lentilles Vertes du Berry » aux quels appartient le territoire des communes Reboursin et/ou de Meunet sur Vatan. En conséquence, l'INAO ne formule aucune objection au présent projet.

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi en région Centre - Unité territoriale de l'Indre

Par courrier du 8 novembre 2013, la DIRECCTE Centre émet un avis réservé, motivé par l'insuffisance du dossier sur plusieurs points ayant trait à la protection des travailleurs (les accès du palier à la nacelle et de la nacelle au hub devront être sécurisés ; en cas d'intervention sur le toit de la nacelle, des dispositifs de protection devront être mis en place ; ...). Ces observations relèvent du code du travail et non du code de l'environnement.

Agence Régionale de Santé Centre

Par courrier du 2 août 2013, l'ARS Centre a remis un avis favorable sous réserve que :

- Toutes les précautions nécessaires soient mises en œuvre pour éviter que les dispositifs d'ancrage des mâts des aérogénérateurs entraînent une mise en liaison entre les eaux surfaciques et les eaux souterraines ou une perturbation des écoulements des eaux en profondeur risquant de porter atteinte à la qualité des eaux des nappes souterraines.
- Que le pétitionnaire missionne un organisme de contrôle, différent de celui ayant réalisé l'étude acoustique contenue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, pour effectuer une campagne de mesures acoustiques à la réception du parc éolien.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

3.1. Impacts liés au projet

Le pétitionnaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires prévues au titre du code de l'environnement et propose d'appliquer des dispositions complémentaires afin de réduire les impacts et les nuisances de son installation.

Impact sur l'air

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités dans le temps et liés à la phase de travaux. Il concernent :

- L'envoi de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche ;

- o L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

Le pétitionnaire s'engage à réduire autant que possible la durée du chantier et à mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Les chemins et les aires de montage seront réalisés en matériaux concassés de forte granulométrie ;
- L'arrosage des zones de passage d'engins (pistes) à l'aide d'une tonne à eau, si les conditions météorologiques l'imposent ;
- La conformité aux normes anti-pollution en vigueur des véhicules de chantier et leur entretien afin garantir le maintien de cette conformité dans le temps.

Impact sur les eaux

L'aire d'implantation est traversée dans sa partie Sud par plusieurs ruisseaux et fossés temporaires mais aucun cours d'eau permanent. Le cours d'eau permanent le plus proche est le Meunet, situé à environ 570 m de l'aérogénérateur n°E6.

L'aire d'implantation du projet ne se trouve pas dans une zone prioritaire d'alimentation en eau potable sensible aux pollutions. Le parc repose sur des formations d'âge Cénomanien qui constituent un aquifère calcaire. La nappe portée par des niveaux à dominante sablo-calcaire, est protégée par environ 10 mètres d'argiles peu perméables, qui composent le toit de la formation. La nappe est ponctuellement vulnérable à la faveur de discontinuités du niveau argileux.

Le projet en tant que tel ne nécessitera aucun prélèvement d'eaux de surface ou souterraine, aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

En phase de chantier, pour pallier aux risques liés à la pollution de la ressource suite à un déversement accidentel de produits dangereux pour l'environnement, le pétitionnaire s'engage à stocker les produits potentiellement polluants et les déchets dangereux (huiles, ...) sur des rétentions conformes à la réglementation. Par ailleurs, les véhicules de chantier seront équipés de kits anti-pollution afin de limiter les conséquences d'un déversement accidentel d'hydrocarbures.

En phase d'exploitation, l'activité du parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface et souterraines, ni en mode de fonctionnement normal ni en mode dégradé, eu égard à la quantité de fluides présents, à la conception 'hermétique' de l'installation (aérogénérateurs et postes de livraison) et à la mise sur rétention des organes sensibles (transformateurs électriques notamment).

Impact sur les sols et le sous-sols

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux. Par ailleurs en phase de chantier, les excavations liées à la réalisation des fondations et le creusement des tranchées des réseaux de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer les sols.

Le demandeur s'engage, lors du décapage des terrains, à séparer la terre végétale et les formations stériles. La terre végétale sera restituée aux exploitants agricoles et les formations stériles réemployées comme matériaux de construction des plate-formes. Par ailleurs, le pétitionnaire veillera à restreindre la circulation des véhicules aux seules zones spécialement aménagées (chemins d'accès, aires de lavage, ...). Enfin les résidus de béton des fondations seront évacués vers un centre agréé ou vers une centrale de recyclage adaptée.

Au terme de l'activité, les terrains seront remis en état dès la fin d'exploitation de l'installation et quel que soit le motif de cessation de l'activité, sauf si leur propriétaire souhaite le maintien des aires de grutage et des chemins d'accès.

Concernant le contexte géologique spécifique, le pétitionnaire s'engage à réaliser une étude géotechnique avant de débiter les travaux, afin de dimensionner les fondations en fonction de la stabilité des terrains.

Impact lié aux déchets

Les installations en fonctionnement génèrent peu de déchets à l'exception des emballages, des solvants, des huiles et des graisses usagées ainsi que du liquide de refroidissement. Ces déchets seront collectés par le personnel en charge de la maintenance du site et éliminés dans des filières dûment autorisées.

Les déchets générés lors de la construction du parc et lors de son exploitation seront éliminés au fur et à mesure de leur production. Ils seront collectés et stockés séparément afin de favoriser leur récupération – recyclage ou valorisation (papiers, cartons, emballages plastiques, déchets métalliques ...).

De plus, tous les déchets dangereux, tels que les huiles, seront collectés et éliminés par des entreprises spécialisées.

Impact lié au bruit

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs et de l'emplacement des habitations riveraines (habitation la plus proche du parc située à 510 m - habitation située le long de la route départementale D2a, à l'Ouest du hameau de Terluet). Des points de mesure ont été implantés près des habitations riveraines afin de caractériser le niveau de bruit ambiant et d'évaluer, via une modélisation, sa compatibilité avec le parc éolien.

L'étude conclut que le parc éolien respectera (1) les niveaux d'émittance réglementaire vis à vis des habitations les plus exposées et (2) les niveaux sonores maximum admissibles de jour et de nuit, indépendamment du régime de vents.

Le demandeur s'engage à réaliser des mesures acoustiques dans les 6 mois suivant la réception du parc pour confirmer les projections obtenues par la modélisation.

Impact lié aux vibrations

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées par la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations permet de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur présent dans la nacelle, aux postes de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

Impact lié aux effets stroboscopiques

Le phénomène de battement d'ombre qui se produit au cours des périodes de l'année où le soleil est rasant et le ciel dégagé est très ponctuel.

Les distances d'éloignement par rapport aux 1ères habitations garantissent l'absence d'effets pour les populations.

Par ailleurs, aucun bâtiment à usage de bureau n'est à ce jour situé à moins de 250 mètres du parc.

Impact sur le paysage et sur le patrimoine

Le demandeur indique dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter que l'insertion paysagère fait partie des critères déterminants dans le choix d'implantation et de configuration du parc éolien.

Le présent projet résulte d'une analyse itérative ayant conduit à éliminer 2 configurations d'implantation des éoliennes. Le demandeur justifie dans son dossier, sur la base de cartographies, les raisons pour lesquels les scénarii de configuration ont été évincés. Comme le souligne l'autorité environnementale dans son avis du 27 août 2013, les photomontages destinés à représenter les impacts de l'installation sur le paysage et le patrimoine ont été réalisés à feuilles non tombées. Le pétitionnaire s'en est affranchi en sur imprimant sur la plupart des photomontages un schéma destiné à simuler l'emprise du mât et du rotor.

Selon le pétitionnaire, la densité des aires boisées associée à la trame bâtie construite conduisent à limiter fortement les vues sur le parc depuis les centres des bourgs. En entrée des villages et hameaux, il existe une plus grande visibilité du parc, dont l'impact est réduit par la configuration retenue qui offre une lisibilité au projet, sous la forme d'une ligne de machines régulièrement distribuées. Par ailleurs, dans la plupart des situations, les rapports d'échelle du paysage sont conservés. Vis à vis des autres parcs existants ou en projet, le demandeur reconnaît un risque de saturation visuelle depuis certains points de vue, qualifié de proportionné.

Le patrimoine répertorié dans un rayon de 5 km autour du parc éolien est composé de monuments inscrits, et non classés. Le monument historique le plus proche du parc est l'église Saint Laurien de Vatan, inscrite au titre de son chœur. En conséquence, le parc éolien n'a aucun impact sur ce qui fait le caractère remarquable de ce monument.

De manière plus globale, le pétitionnaire démontre que les nombreux masques (végétation et/ou bâti) et la topographie, bien que peu marquée, empêchent les visibilitées depuis les sites et monuments historiques situés dans le périmètre proche et éloigné. Sur la base des observations sur le terrain, le demandeur conclut à l'existence d'un cas de co-visibilité depuis des vues éloignées avec la tour de Paudy, monument historique classé, situé à environ 7 km de la première éolienne du parc.

Enfin le demandeur s'engage à procéder à l'enfouissement de l'ensemble des lignes électriques de raccordement.

Impact sur la faune

Sur la base de l'inventaire réalisé dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le pétitionnaire conclut à un intérêt faunistique assez fort à modéré de l'aire d'implantation du parc éolien, principalement en raison de la population de chiroptères identifiée au Nord du site.

Dès la conception, le demandeur s'est attaché à :

- Respecter une distance d'écartement de 300 m entre les aérogénérateurs afin de maintenir des couloirs de passage entre les machines,
- Respecter une distance d'éloignement de 300 m avec les lignes électriques afin de limiter les risques cumulés de collision.

En revanche, le pétitionnaire n'est pas en mesure de disposer d'une distance d'éloignement de 250 m entre certains aérogénérateurs et les zones boisées.

En compensation pour l'avifaune, le demandeur propose de réaliser les travaux de construction/déconstruction des aérogénérateurs E5 et E6, implantés dans un secteur cultivé propice aux espèces nicheuses, en dehors de la période de reproduction, c'est à dire entre avril et juillet, ou seulement après visite d'un expert.

En phase d'exploitation, pour éviter la prolifération de l'avifaune aux abords des aérogénérateurs, le pétitionnaire veillera autant que possible à ce que soit maintenu une activité agricole sur les parcelles accueillant les éoliennes. Toute mise en place de jachère ou de friche sera proscrite et les cultures dites tardives seront évitées afin de limiter l'attractivité des parcelles d'implantation de l'installation. De même, les abords des machines, dans un rayon de 300 m, seront maintenues engazonnées et régulièrement entretenues. En dehors de ce périmètre, le demandeur s'engage à mettre en place 3 hectares de jachères annuelles pour compenser la perte d'habitat.

Enfin le pétitionnaire prévoit de ne pas éclairer le site la nuit (à l'exclusion du balisage réglementaire sur les nacelles) ou uniquement à l'aide d'un dispositif du type lampes froides à sodium, afin d'éviter toute concentration d'insectes et de leurs prédateurs naturels.

Le demandeur s'engage à réaliser un suivi annuel de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères pendant les 5 ans suivant la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi sera hebdomadaire sur la période juin-juillet et août-septembre (période de reproduction et de migration des chiroptères) ; puis tous les 15 jours en octobre et novembre (migration des oiseaux). En cas de mortalité anormalement élevée, imputable à l'installation, le pétitionnaire s'engage à arrêter les machines selon une programmation permettant d'atteindre un niveau d'impact acceptable. Le pétitionnaire évoque plusieurs programmes de bridage définis sur la base d'études des chiroptères dont une menée par la société NEOEN en région Centre.

Impact visuel nocturne

Le demandeur s'engage à synchroniser les fréquences des feux de balisage entre les aérogénérateurs du parc éolien et à mettre en place des feux rouges de moindre intensité en période nocturne (tout en restant conforme à la réglementation).

Impact économique

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation agricole des terres. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite.

Impact sur les infrastructures sapeurs-pompiers

Par courrier du 28 mars 2014, le service de zone des systèmes d'information et de communication a indiqué que la zone de développement éolien visée par le présent projet est exempte de toute servitude radioélectrique ayant pour gestionnaire le ministère de l'Intérieur.

3.2. Risques liés au projet

Au regard de l'étude accidentologique réalisée, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection

de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en terme de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et sont adaptées au contexte local.

Les dispositions d'éloignement des enjeux et de contrôle de l'installation, prises conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 permettent de prévenir ces risques ou d'en rendre les conséquences acceptables.

3.3. Conditions de remise en état

Le pétitionnaire s'engage à respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoit que :

- Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.
- Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :
 1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, y compris le système de raccordement au réseau (postes de livraison et câbles de raccordement).
 2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
 - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
 - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
 - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
 3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières avant la mise en service industrielle de l'installation. Le montant initial de ces garanties financières est calculé, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces garanties financières visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

3.4. Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Elles s'appliquent donc de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S.

Cet arrêté ministériel fournit un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendamment des problématiques locales d'un territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter. A cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques et qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter annexé au présent rapport suit donc cette démarche.

Les dispositions retenues en complément au document de cadrage national se rapportent, d'une part, aux engagements particuliers pris par le demandeur pour permettre de maîtriser les impacts sur ces enjeux et d'autre part aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

- Articles 2 et 3 – Les caractéristiques techniques des aérogénérateurs ayant permis de conclure au caractère acceptable des risques et nuisances générés par la présente installation ;
- Article 6 – Les conditions de financement du démantèlement de l'installation dans le cadre de la cessation d'activité ;
- Article 7 – Les dispositions techniques et organisationnelles permettant de préserver la ressource en eaux de surfaces/eaux souterraines ;
- Article 8 – La réalisation d'une campagne de mesures des niveaux de bruit à la réception du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique contenue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- Article 9 – Les dispositions techniques et organisationnelles destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères ;
- Article 10 – La synchronisation du balisage diurne et nocturne entre les machines du parc.

Ces prescriptions sont complétées sur la base des avis remis par le commissaire enquêteur et par les services de l'Etat :

- Article 7 – Précautions en phase de construction destinées à prévenir les risques de transfert d'une pollution vers les eaux souterraines via le dispositif d'ancrage des aérogénérateurs, telles que préconisées par l'ARS Centre ;
- Article 8 – Ajout d'un point de mesure supplémentaire dans le cadre de la campagne de réception acoustique du parc, tel que demandé par le commissaire enquêteur ;
- Article 8 – Réalisation de la campagne de réception acoustique par une personne ou un organisme qualifié, différent de celui mandaté dans le cadre de la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, telle que préconisée par l'ARS Centre ;
- Article 9 – Mise en œuvre d'un plan de bridage des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc afin de prévenir l'impact sur l'avifaune et les chiroptères, telle que demandé par le commissaire enquêteur ;
- Article 10 – La modification, à l'avenir, du dispositif de balisage des aérogénérateurs pour réduire leur impact lumineux, telle que demandée par le commissaire enquêteur ;
- Article 11 – Dispositions spécifiques liées aux risques de l'installation, telles que préconisées par SDIS de l'Indre.

Notons que le présent projet d'arrêté préfectoral ne reprend pas les demandes du SDIS de l'Indre en matière de protection des tiers, ces dispositions étant imposées par ailleurs, notamment par l'article 25 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent projet d'arrêté préfectoral ne reprend pas également les observations exprimées par la DIRECCTE Centre, ces dernières relevant du code du travail ou étant couvertes par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé. Néanmoins l'avis de la DIRECCTE a été communiqué, pour information, au pétitionnaire.

4. AVIS DE L'INSPECTION

La société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S. a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien composé de six aérogénérateurs et de deux postes de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

Suite à l'enquête publique, le pétitionnaire a répondu point par point aux remarques exprimées.

Au regard des dispositions contenues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. C'est le cas notamment en ce qui concerne :

- l'impact sonore, avec la réalisation d'une étude acoustique après la mise en service des installations,
- l'impact sur l'avifaune, avec le démarrage des travaux de construction du parc en dehors de la période de nidification et la mise en place de jachères à l'extérieur du parc.

L'inspection des installations classées considère que le demandeur a bien identifié les enjeux locaux. Elle retient que le choix d'implantation retenu permet de respecter les contraintes d'éloignement vis à vis des tiers (habitations, autoroutes et plus globalement axes de circulation) et de conserver une cohérence paysagère vis à vis des parcs éoliens existants, mais implique des concessions notamment eu égard aux distances de retrait envers les zones boisées.

Dans ces conditions, l'inspection juge que les mesures compensatoires proposées par le pétitionnaire sont certes de nature à limiter les risques et les impacts de son installation, et d'en maîtriser les conséquences, mais que celles-ci doivent être complétées, en accord avec les réserves exprimées par certains services de l'Etat et par le commissaire enquêteur.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des éléments fournis par la société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S. dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire,

considérant :

- que les communes de Meunet sur Vatan et Reboursin font partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 dite « Champagne Bernichonne et Boischaut Méridional » du Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional Climat Air Energie de la région Centre approuvé par arrêté du 28 juin 2012 ;
- que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;
- que le respect des dispositions de fonctionnement imposées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement permet de réduire les risques et les nuisances de l'installation projetée ;
- que les dispositions susvisées nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, en accord avec les conclusions de la consultation du public et des services de l'Etat, par des dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- que l'impact de l'installation sur le paysage est mesuré, eu égard à la topographie et à la densité des alres boisées associée à la trame bâtie construite ;
- que l'impact de l'installation sur le patrimoine des monuments historiques est limité à un cas de co-visibilité depuis une aire de vue éloignée avec la tour de Paudy, située à environ 7 km du parc éolien ;
- que les eaux souterraines et de surface présentes au droit de l'aire d'implantation de l'installation sont peu vulnérables et que les dispositions techniques et organisationnelles sur lesquelles la société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S. s'est engagée permettent de préserver ces enjeux d'une pollution, en phase de chantier et d'exploitation du parc éolien ;
- que les enjeux locaux en matière d'avifaune et de chiroptères imposent de mettre en place des mesures préventives et curatives destinées à maîtriser les impacts de l'installation dès sa mise en service industrielle, en complément de celles sur lesquelles la société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S. s'est engagée ;
- qu'il est nécessaire de mettre en place un plan de fonctionnement destiné à brider l'installation sous certaines conditions de vents et à certaines périodes de la journée afin de respecter la réglementation en vigueur ;

- que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation, l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter ;
- qu'une synchronisation des balisages des parcs éoliens du secteur d'implantation est à rechercher ;

l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques lors de l'exploitation de l'installation du parc éolien projeté par la société Centrale Eolienne des Champs d'Amour S.A.S. sur les communes de Meunet sur Vatan et Reboursin.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Région Centre d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 553-9 du Code de l'environnement, le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doivent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages.

SIGNE



